

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal Sidobre - Val d'Agoût (81)



Communauté de communes Sidobre Vals et Plateaux (81)

Présentation CDNPS (article L. 122-7 du code de l'urbanisme) et CDPENAF (article L112-1-1 du code rural) : Déclaration de Projet et Mise en Compatibilité du PLUi

VERSION DU 27/06/2023



EURL URBA2D

1 rue de Bezelles ZA de Roumagnac – 81 600 Gaillac
Contact : 05.63.41.18.43 – sebastien.charruyer@urba2d.com

**COMMUNAUTÉ DE COMMUNES SIDOBRE
VALS ET PLATEAUX**

Vialavert - 81 260 Le Bez
Contact : 05 63 73 03 86 – contact@ccsvp.fr



Préambule

L'article L. 122-5 du code de l'urbanisme définit le principe d'une urbanisation en zone de montagne qui doit impérativement se réaliser en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existantes.

Ces dispositions ne s'appliquent pas dans les cas suivants :

Lorsque le plan local d'urbanisme comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, qu'une urbanisation qui n'est pas située en continuité de l'urbanisation existante est compatible avec le respect des objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières et avec la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel prévus aux articles L122-9 et L122-10 ainsi qu'avec la protection contre les risques naturels ;

L'étude est soumise, avant l'arrêt du projet ou examen conjoint de schéma ou de plan, à la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites dont l'avis est joint au dossier de l'enquête publique ; le plan local d'urbanisme délimite alors les zones à urbaniser dans le respect des conclusions de cette étude ;

SOMMAIRE

1. Présentation du projet	p 4
• Le projet d'intérêt général	p 7
• Le contexte du projet	p 9
• Les besoins du projet	p 21
• Les mesures Eviter Réduire Compenser	p 24
2. Présentation du secteur situé en discontinuité de l'urbanisation existante	p 26
3. Impact sur les dispositions de la Loi Montagne (discontinuité)	p 34

1. Présentation du projet

Le Groupe SIAT a pour projet de faire évoluer son site de Brassac (81). Une partie de l'extension porte sur des terrains classés actuellement en zone agricole (zone A) du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) SIDOBRE VAL D'AGOUT. Une procédure de déclaration de projet permet de mettre en compatibilité le PLUi et le SCOT sur les bases d'un **projet d'intérêt général**.

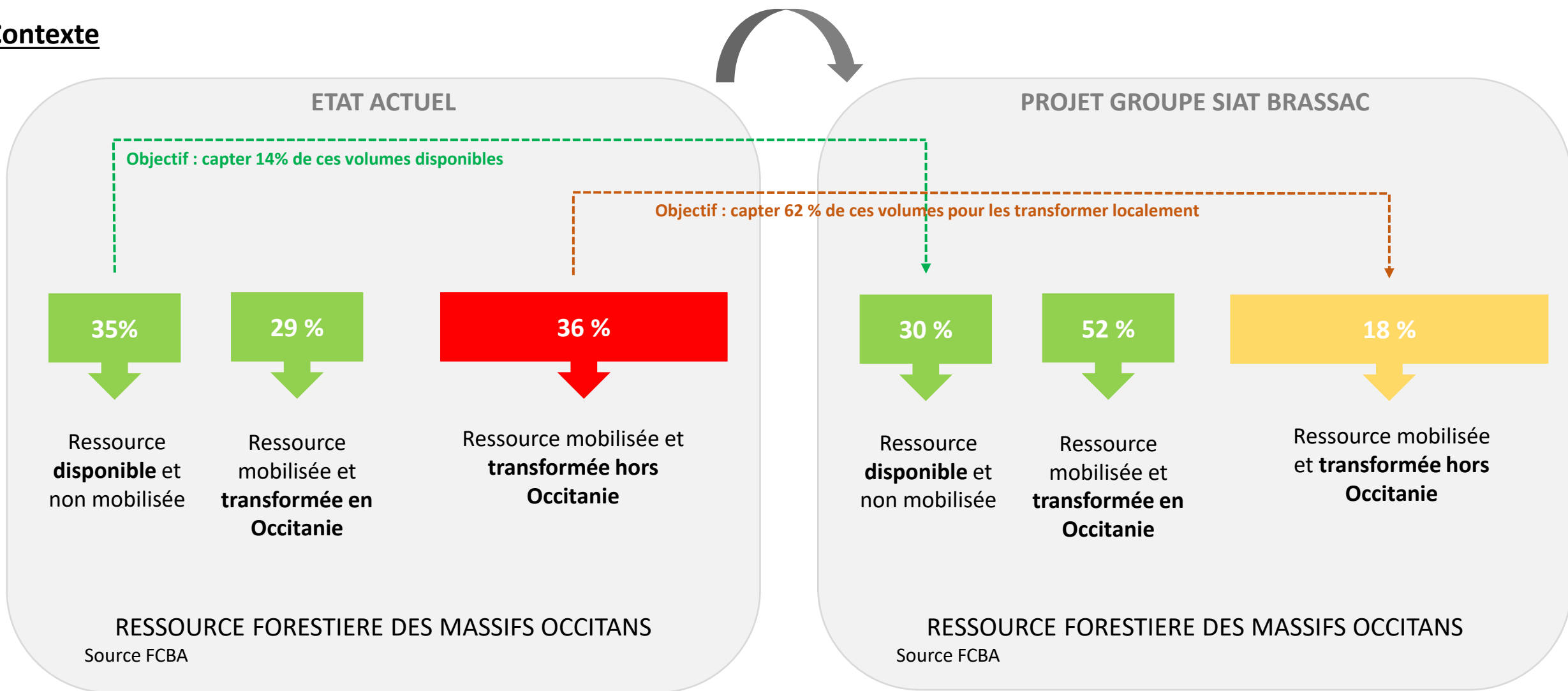
Le Groupe SIAT est un acteur de premier plan de la filière bois française. Ses cinq sites industriels répartis entre l'Alsace et le Tarn transforment des résineux en sciages, en produits rabotés, en électricité et en granulés de bois pour un chiffre d'affaires de 170 M€ et 400 collaborateurs. L'entreprise est devenue un **leader national sur les marchés français des bois de construction** à destination du négoce de matériaux et de la grande surface de bricolage.

L'ensemble des produits entrants sont transformés sur ses sites en produits finis : sciages, bois d'aménagement, granulés de chauffage et électricité. L'entreprise source la quasi-intégralité de sa matière en circuit court (rayon d'approvisionnement moyen d'environ 100km) et distribue ses produits finis dans un périmètre réduit afin de minimiser l'impact carbone lié au transport.

Le projet du groupe SIAT s'inscrit dans le cadre de la **politique nationale de valorisation de la filière bois** en France et vise directement à permettre le développement de l'industrie en région.

Ces objectifs sont inscrits **dans la charte du PNR Haut Languedoc**.

Contexte



Transformer localement ces bois permettra de :

- Réduire l'impact carbone des produits en limitant le transport de la matière première vers les sites de transformation lointains
- Distribution des produits finis localement
- Créer de l'emploi en région

Philosophie du projet

Le projet du Groupe SIAT est de faire évoluer le site et l'outil industriel existant à Brassac pour mieux servir les marchés du négoce et de la GSB du sud et de l'ouest de France, dans un contexte où la RE2020 promeut et encourage l'utilisation du bois dans la construction, matériau bio-sourcé par nature, à la place de matériau plus énergivores et moins isolants tels le béton ou l'acier. (Utiliser 1m³ de bois à la place d'1m³ d'acier ou de béton permet une économie d'1 tonne eq co₂)

Le site transformera la ressource locale (massif du Sidobre en particulier et des massifs avoisinants), constituée résineux d'essences et de propriétés diverses conformément à la Charte du PNR du Haut Languedoc et au SCOT du PETR des Hautes Terres d'Oc.

Les bois rouges (douglas, pins), par exemple, sont majoritairement utilisés en aménagement extérieur (lames de terrasse, bardages, ...) tandis que les bois blancs (sapin, épicéa) sont principalement utilisés dans la construction de logements à ossature bois ou dans la réalisation de produits plus techniques (lamellé-collé..).

Les produits destinés à l'aménagement extérieur ainsi que les produits techniques devant obligatoirement être séchés et majoritairement rabotés, cela a des impacts directs sur l'outil industriel nécessaire pour les transformer.

L'évolution de l'outil industriel suivra les principes structurants suivants :

- Son dimensionnement sera strictement dicté par la ressource disponible localement (en quantité, en diamètre, en diversité d'essences, en qualité),
- 100% de la matière première sera valorisée sur le site, selon le principe d'économie circulaire démontré sur le site alsacien d'Urmatt. Aucun déchet ne sera produit, tous les bois entrants seront valorisés.
- Le rendement matière de l'outil, c'est-à-dire la capacité de l'outil industriel à valoriser la plus grande partie du bois, sera hissé au-delà des standards du marché afin d'optimiser les besoins en matière première,
- Le maximum de flexibilité sera recherché pour répondre aux besoins spécifiques de chaque région, cette hétérogénéité étant une particularité du marché français.

Le projet d'intérêt général :

1. Développement de la filière bois

- Limiter la transformation de la ressource en bois occitan en-dehors de la région en apportant des capacités de production locales.
- Produire sur site des granulés de bois augmentant l'offre à base de matière première locale (en permettant la valorisation des produits « connexes » issus des activités de transformation, directement sur site, sans rupture de charge).
- Produire du **bois d'œuvre** (charte PNR HL) et des bois techniques permettra de proposer une offre variée répondant aux besoins et à l'évolution du marché du bâtiment.
- La **charte forestière du PNR HL** précise les enjeux suivants :
 - sur la ressources: Valoriser les feuillus du territoire, Valoriser les gros bois du territoire
 - Sur la filière bois: Améliorer la structuration de la filière bois énergie locale, Appuyer les entreprises de 1 transformation locale face au marché, Structurer la filière bois pour créer de la valeur ajoutée

2. Création d'emplois et économie locale

- La création d'environ **180 emplois directs** dont 25 % de cadres **et de 600 emplois indirects**
- Les retombées économiques :
 - Investissement industriel important bénéficiant largement au **tissu économique local**,
 - Retombées **fiscales importantes pour les collectivités**,
 - **Pour les propriétaires et exploitants forestiers** : Meilleure valorisation financière des bois issus du massif occitan permettant d'augmenter les moyens alloués à la sylviculture (entretien de parcelles, gestion forestière, accompagnement des propriétaires et exploitants..)

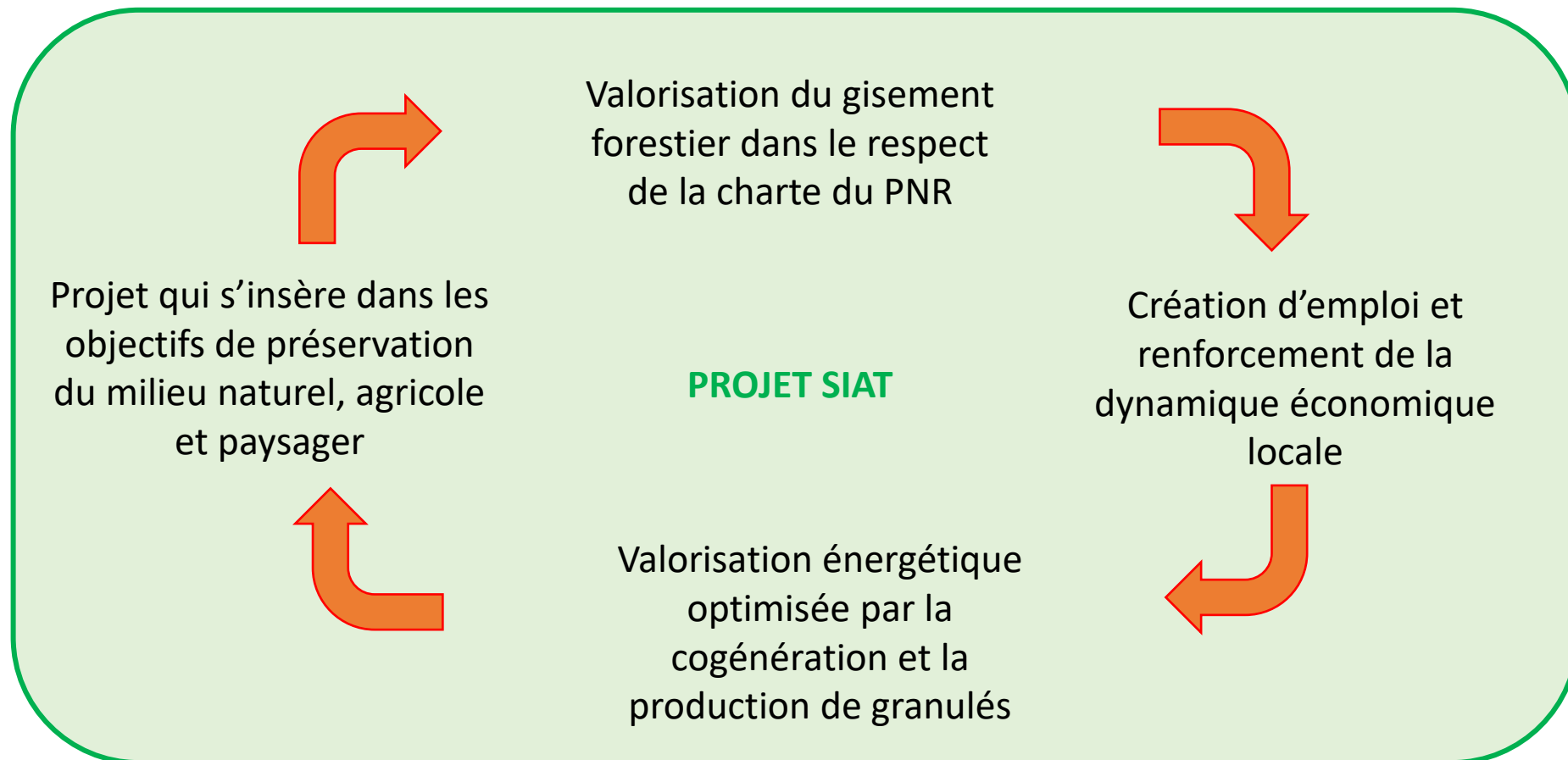
3. Production d'énergie renouvelable

La production d'ENR sera réalisée par une centrale biomasse à cogénération :

- 44 000 Mwh/an d'électricité prioritairement auto-consommée, avec réinjection sur le réseau local du surplus de production
- Utilisation de l'énergie thermique restante permettant une autonomie complète pour les processus industriels le nécessitant (séchage des bois, de la sciure...),
- Production de 140 000 tonnes de granulés exclusivement à partir des connexes de scierie correspondant aux besoins en chauffage de 28 000 foyers.

Le projet est basé sur le principe d'économie circulaire « boucle vertueuse » : zéro déchets

Le projet s'appuie sur la valorisation d'une ressource sous exploitée, qui permet de créer des emplois avec une autonomie énergétique, dans un contexte adapté tant par la configuration du site que par la qualité du projet qui s'est adapté au site.



Le contexte du projet :

Le contexte agricole

La zone du projet représente 31,2 ha dont 8,5 ha sont déclarés à la PAC (en 2020).

L'emprise du projet est de **6 ha de zone A**. Les parcelles sont éloignées du siège d'exploitation concerné : 3,5 km et enclavées par l'activité en place.

Cette emprise correspond à 0,72 % de la SAU communale du Bez (826 ha).

La parcelle 1250 n'est plus exploitée depuis 2022.

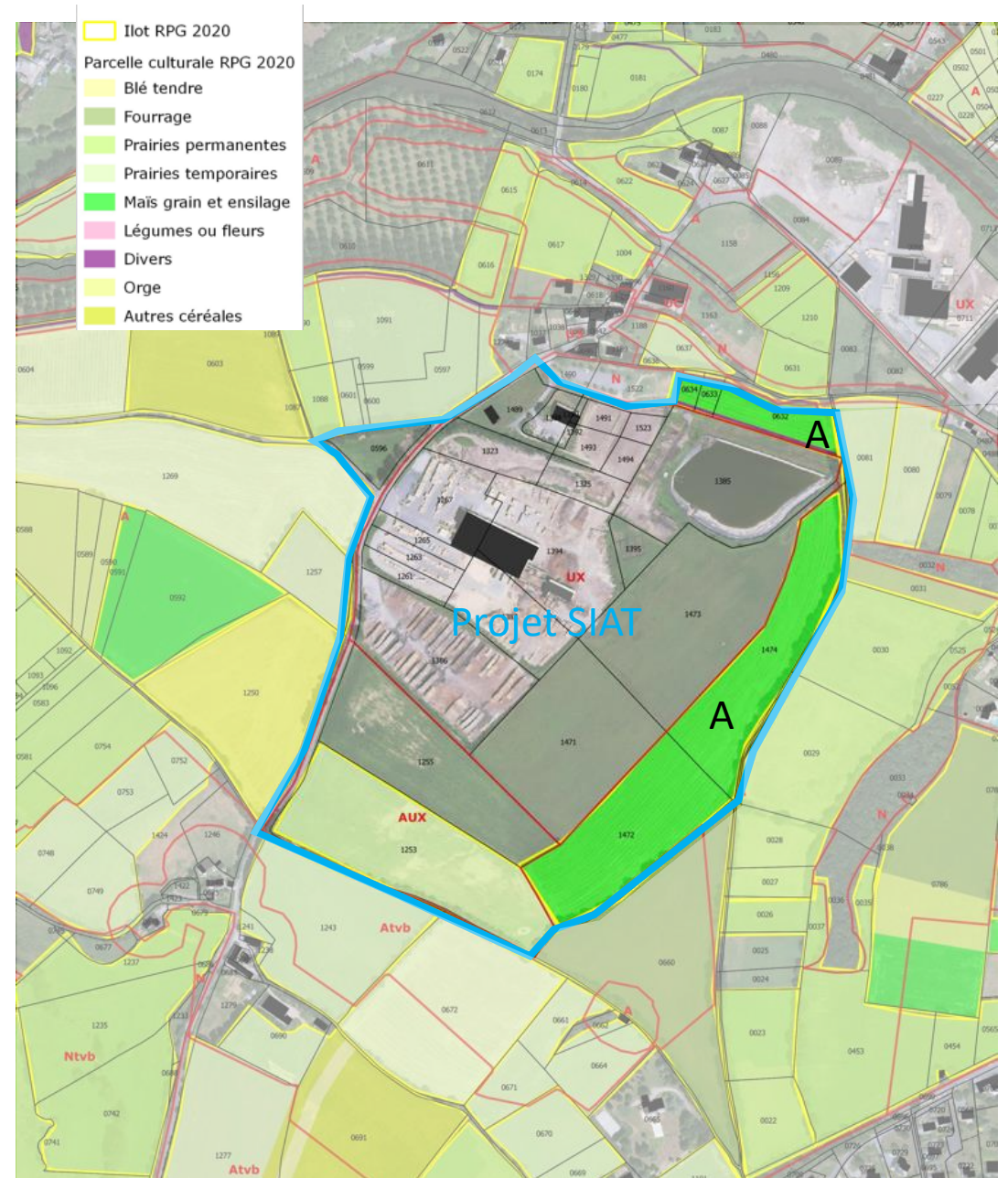
1 exploitant agricole (A) est concerné par le projet.

Les parcelles (A) sont exploitées sans bail et seront libérées par l'exploitant en 2023.

L'exploitation A est impactée sur 6 ha soit 3,5 % de son exploitation. Il a récupéré 8 ha à exploiter à partir de 2023.

Les autres parcelles ont perdu leur vocation agricole et appartiennent au Groupe SIAT.

=> **Le contexte agricole est peu impacté par le projet.**



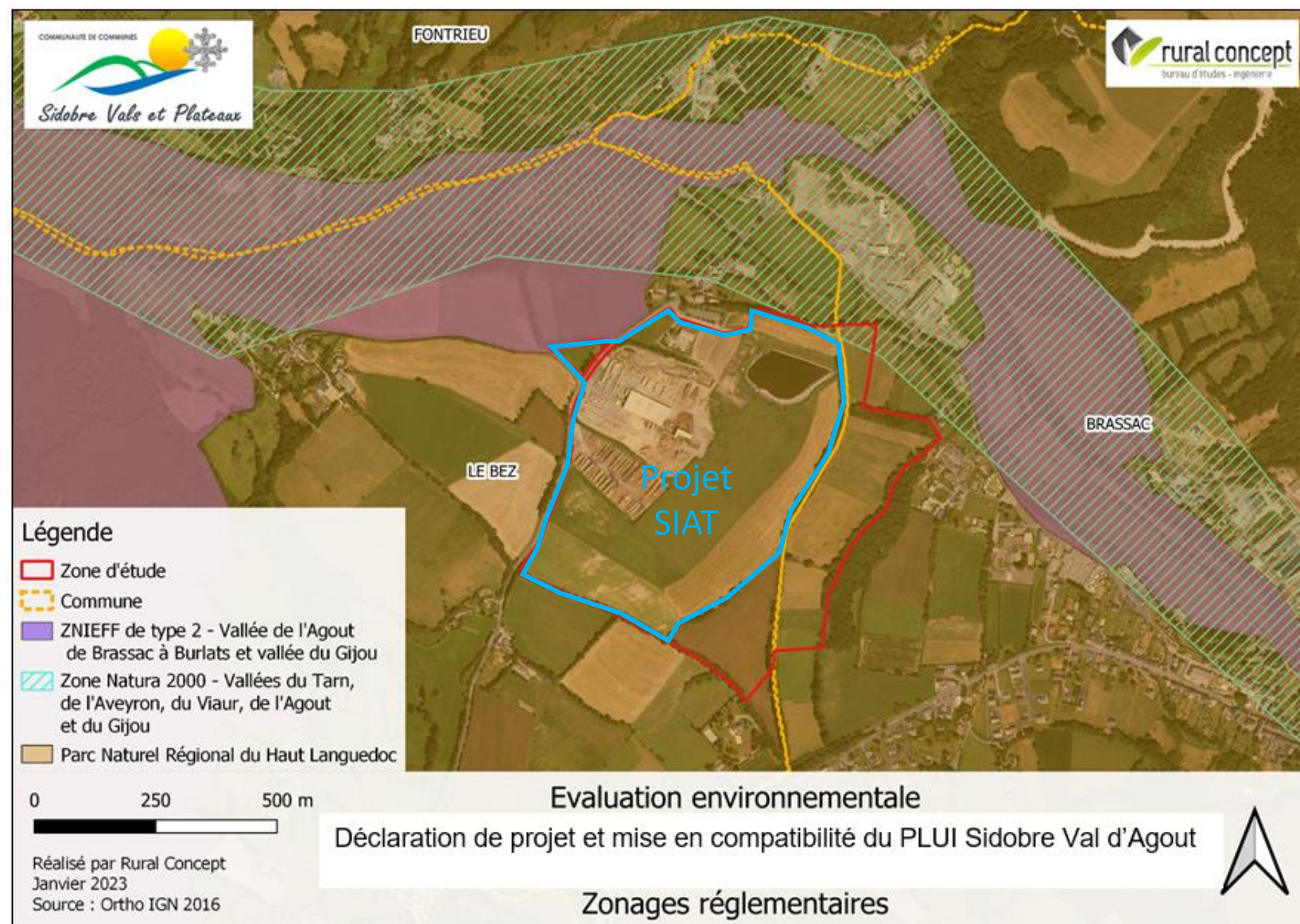
Le contexte écologique

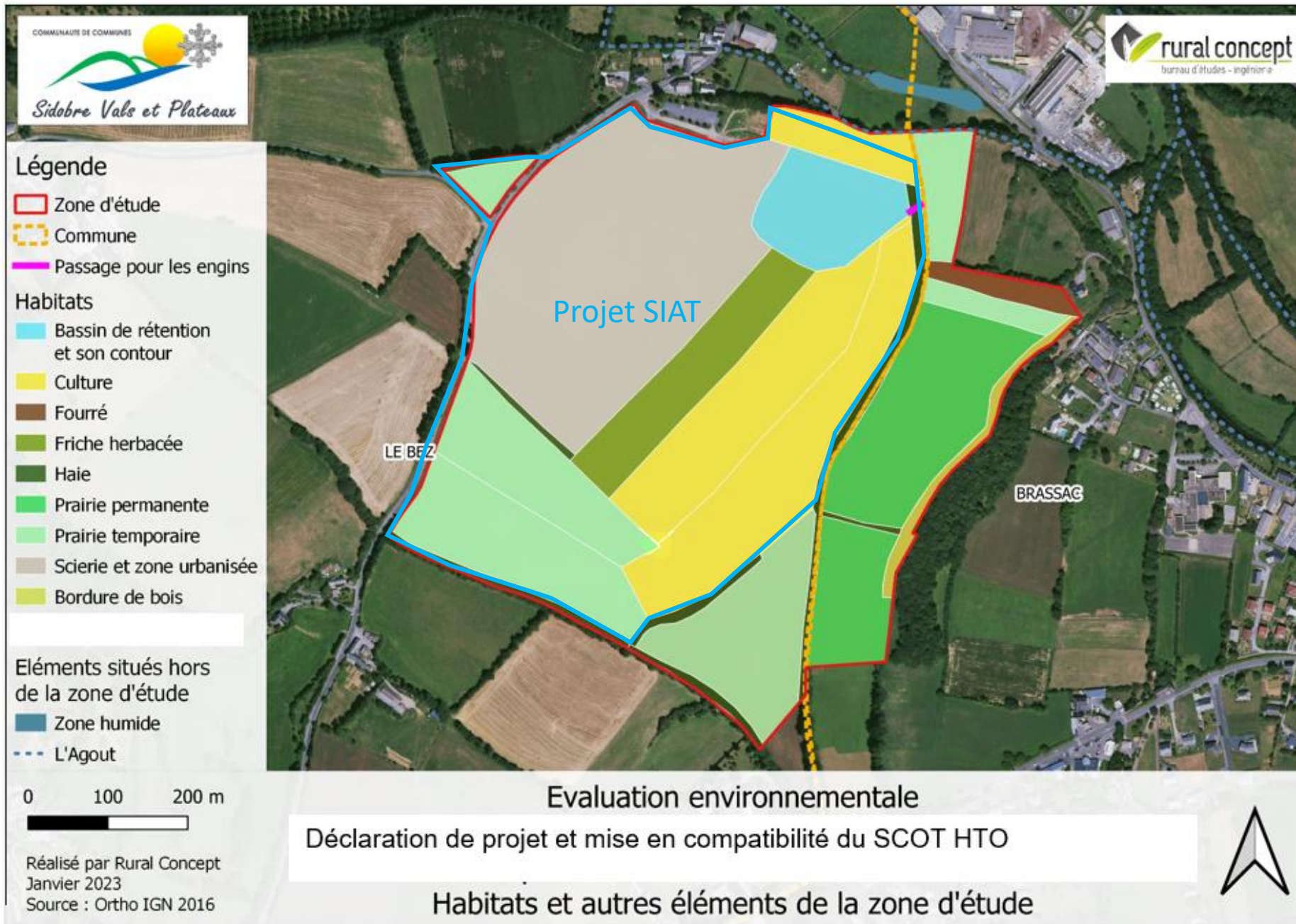
Une richesse écologique à proximité.

Une Zone Natura 2000 en limite nord du projet sera prise en compte par un retrait permettant d'éviter l'ensemble des impacts.

⇒ **pas d'emprise sur la zone Natura 2000**

Pas de destruction d'espaces ni d'espèces protégées.





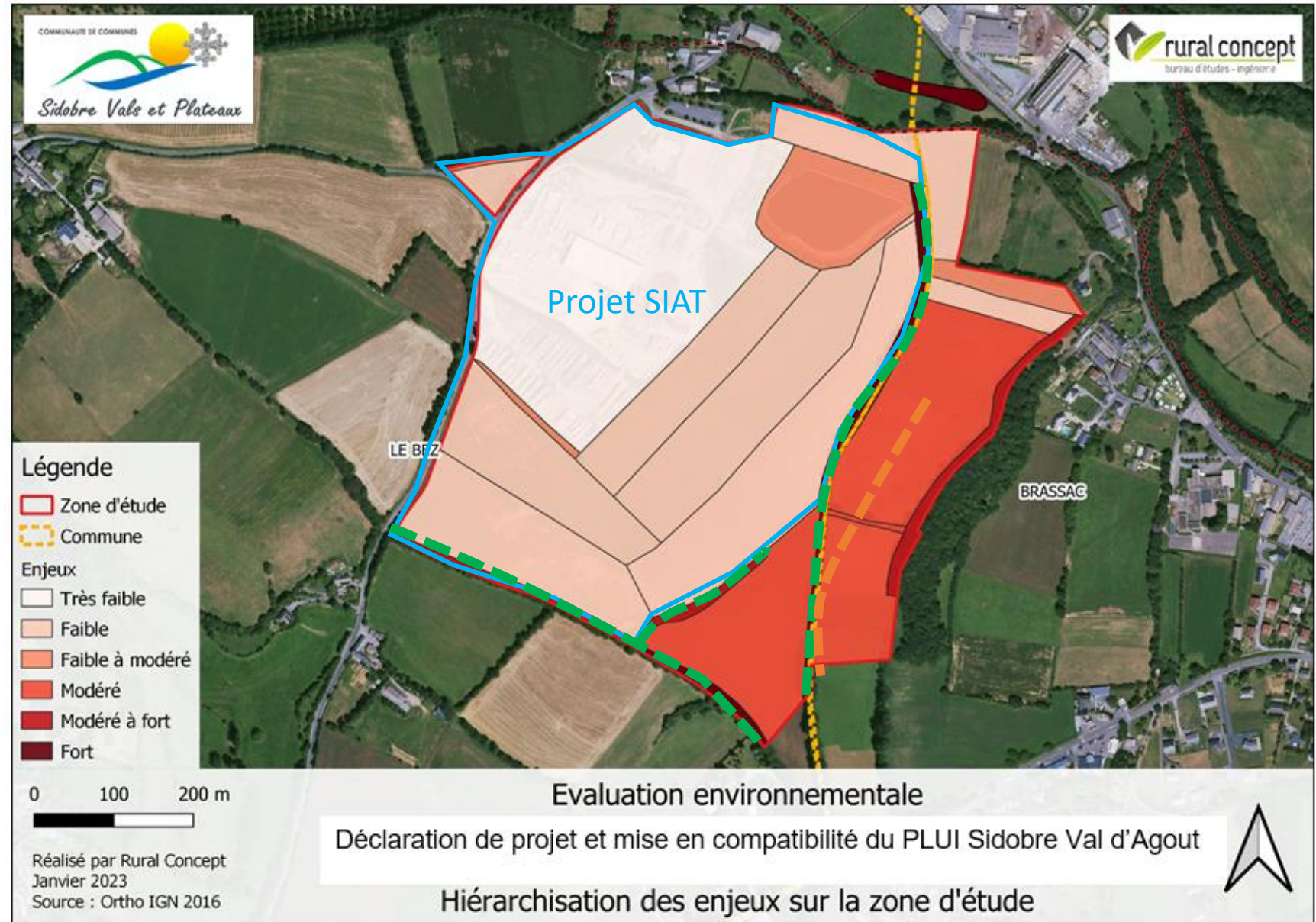
Le périmètre du projet a été volontairement réduit afin de préserver les espaces naturels à enjeux et garantir la pérennité des espèces présentes.

- Maintien des haies sur les zones à enjeux modéré à fort en périphérie du projet.
- Maintien du périmètre du projet à l'intérieur de la ligne de crête afin de préserver les zones à enjeux modéré (versant Brassac).

⇒ L'impact du projet vis-à-vis de la faune et de la flore sera faible du fait de la définition d'un périmètre réduit.

 Haie protégée

 Ligne de crête

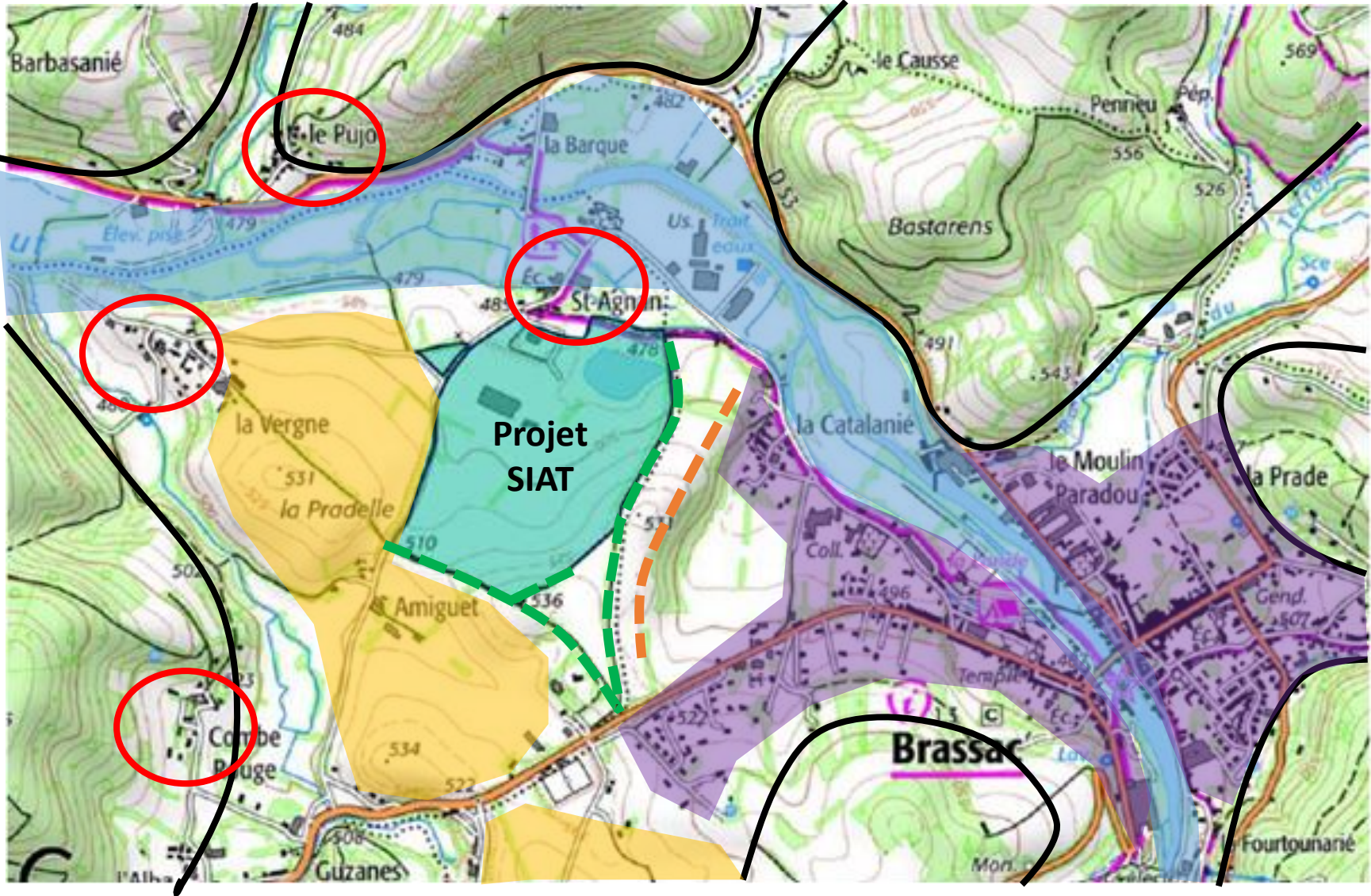


Le contexte paysager

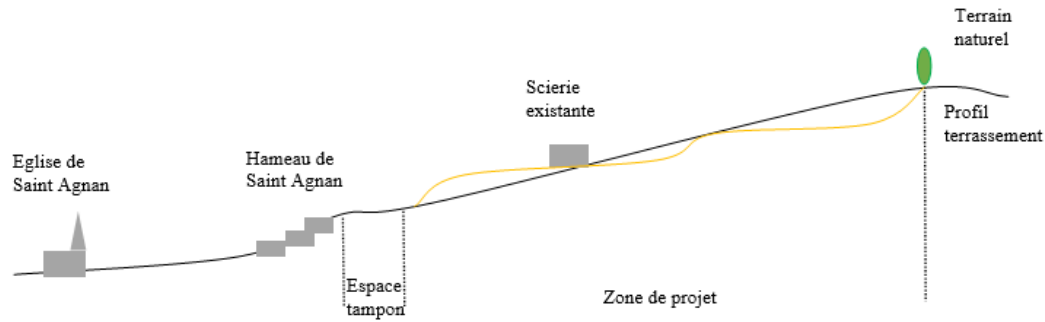
- ⇒ **Le projet s'intègre au contexte paysager**
- ⇒ La ligne de crête permet d'assurer l'intégration paysagère du projet

- Haie protégée
- Ligne de crête

hameaux Village Espace agricole Vallée de l'Agout Coupure topographique



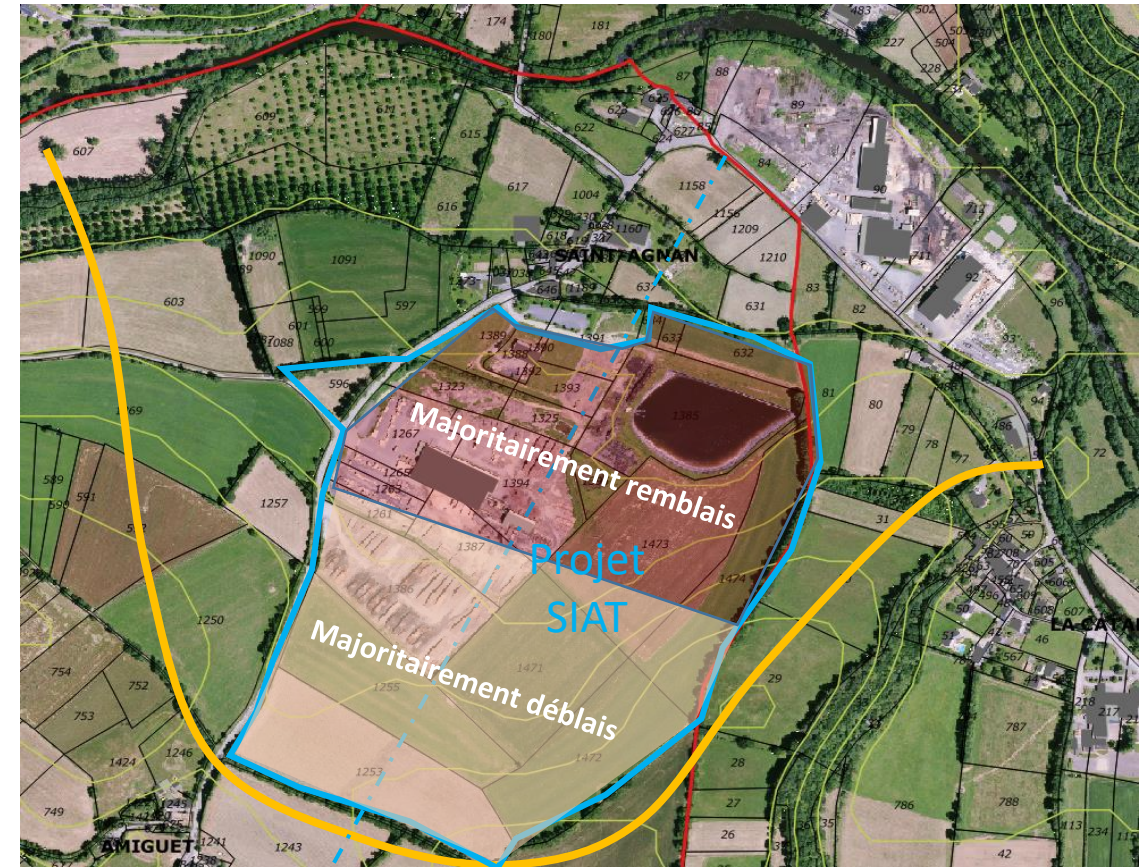
1/ Profil rapproché Nord - Sud



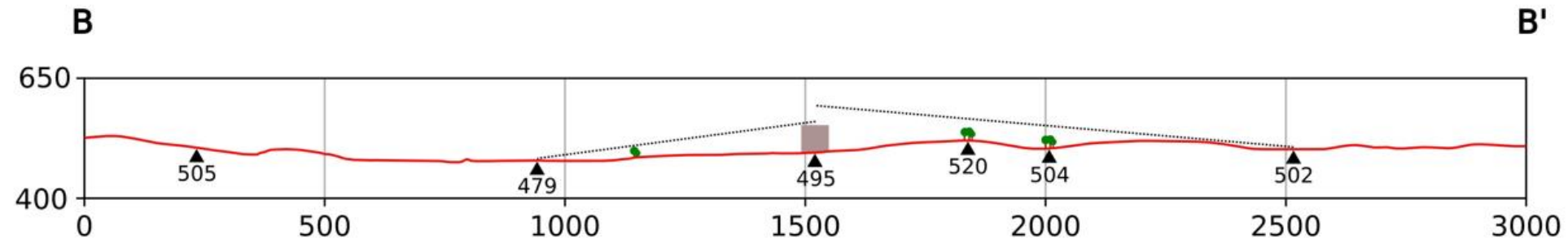
⇒ **Un équilibre déblais-remblais sera recherché.**

- Déblais en partie sud :
 - Limite l'impact paysager du projet depuis les points éloignés,
 - Limite naturellement les émissions sonores.
- Remblais en partie nord :
 - Limite l'impact paysager du projet depuis les points les plus proches .

⇒ **Un équilibre déblais-remblais permettra de limiter l'impact lié au déplacement des terres.**



2/ Profil Nord - Sud



Le Verdier

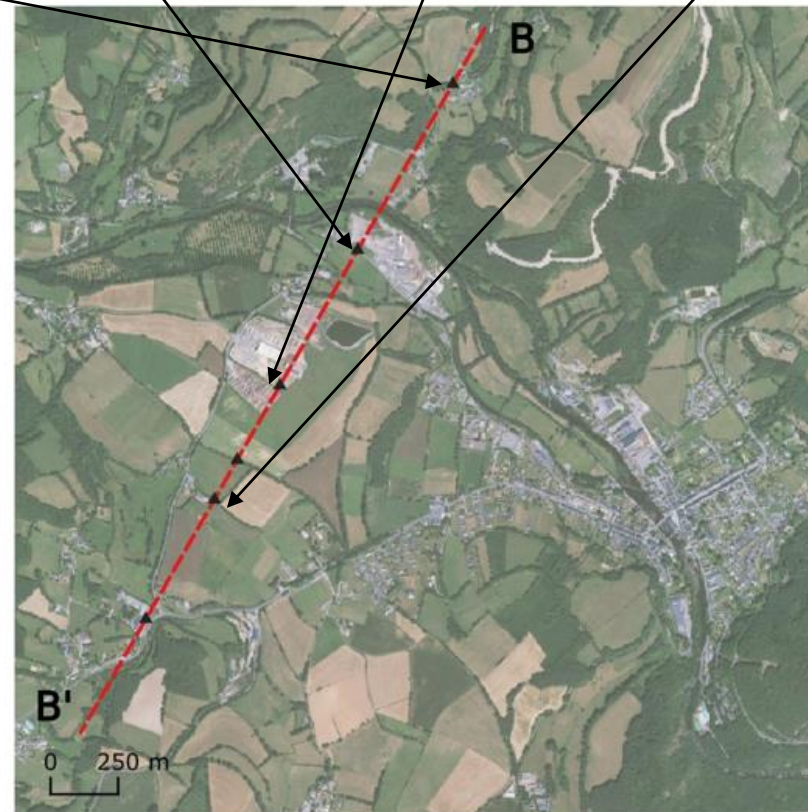
Eglise de
Saint Agnan

Projet SIAT

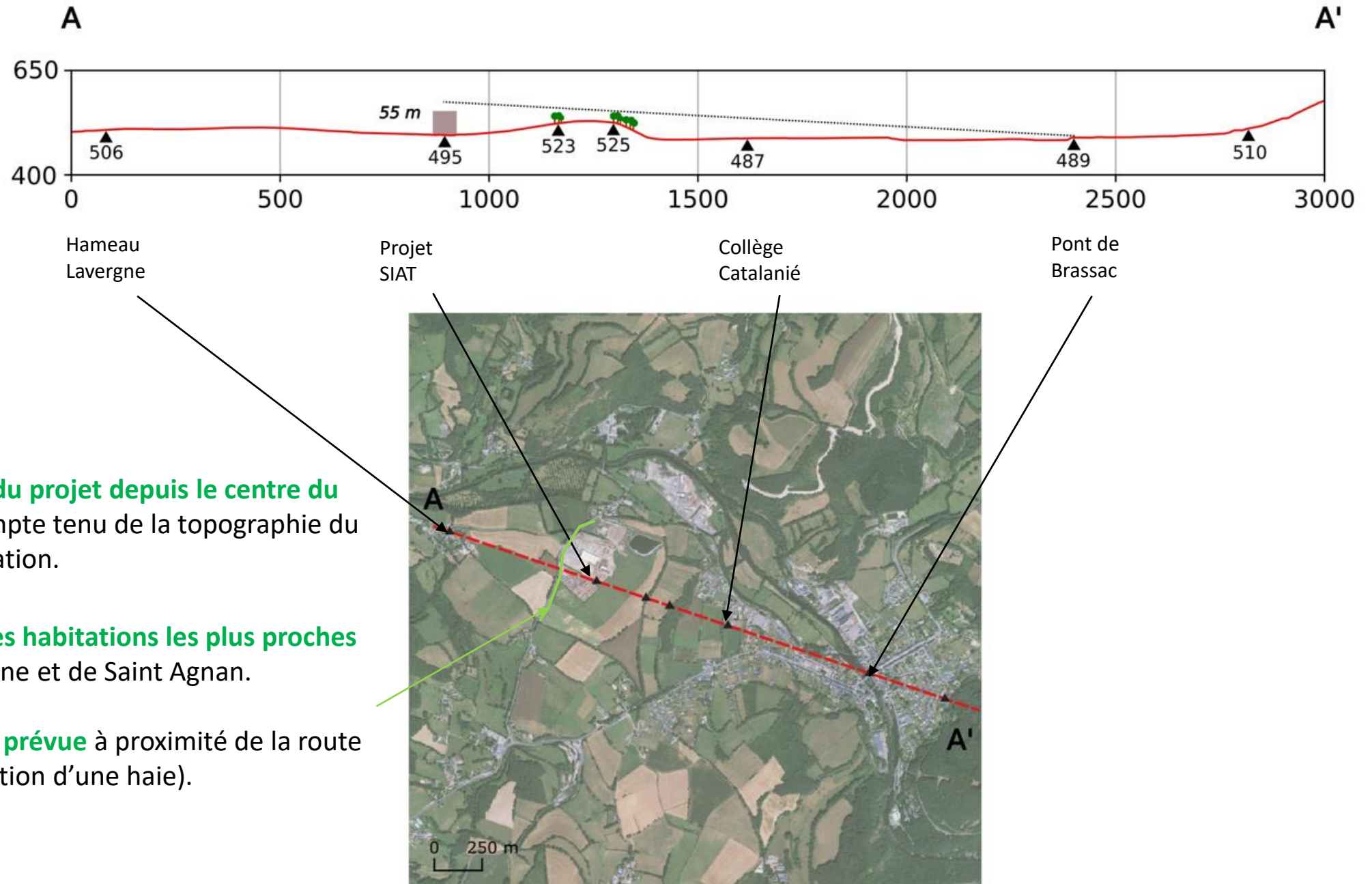
Amiguet

Guzanes

- ⇒ **La visibilité du projet** depuis l'église de Saint Agnan et Amiguet **sera obturée par la végétation.**
- ⇒ **Absence de visibilité** du projet depuis le hameau de **Guzanes** vis-à-vis de la topographie du secteur.



3/ Profil Est - Ouest



⇒ **Absence de visibilité du projet depuis le centre du village de Brassac** compte tenu de la topographie du secteur et de la végétation.

⇒ Projet visible depuis **les habitations les plus proches** du hameau de La Vergne et de Saint Agnan.

⇒ **Végétalisation du site prévue** à proximité de la route intercommunale (création d'une haie).

Implantation paysagère



Visuel en phase projet : non définitif

*Les matériaux utilisés, l'architecture et
les coloris seront définis en accord avec
les règles d'urbanisme en vigueur.*

Implantation paysagère



Visuel en phase projet : non définitif

Les matériaux utilisés, l'architecture et les coloris seront définis en accord avec les règles d'urbanisme en vigueur.

Des émissions sonores maîtrisées

Une étude de performance acoustique des équipements et bâtiments sera menée de manière à mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles en matière de réduction des émissions sonores du site.

Le projet respectera strictement la réglementation en vigueur vis-à-vis des émissions sonores en limite de propriété.

(Cf: Arrêté du 23/01/97 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement)

Des risques naturels limités

- Inondation : PPRI Agout Amont (en limite Nord de la zone)
- Mouvement de terrain : PPR RGA (aléa fort)
- Séisme : Zone de sismicité 2 (très faible)
- Feux de forêt : existant
- Radon : catégorie 3 (important)

Des risques technologiques limités

Le risque technologique le plus important est celui du risque d'incendie.

Le projet respectera strictement la réglementation en vigueur vis-à-vis des règles en matière de prévention et de lutte contre les risque d'incendie (ces aspects seront traités dans le cadre du dossier ICPE)

Les besoins du projet:

Un accès routier maîtrisé

Le site est accessible depuis la RD622 via une voirie intercommunale qui est adaptée au trafic poids lourds.

Le carrefour de la RD622 sera réaménagé afin de tenir compte de l'augmentation du trafic à venir.

Un « tourner à gauche » en venant de Castres permettra un accès sécurisé.

L'emprise publique du département est suffisante pour un tel aménagement.

Besoins en eau

Les **eaux sanitaires** seront fournies par le réseau du Bez.

Concernant les besoins en eau de process (63 000 m³/an), **la ressource en eau est suffisante pour les besoins du projet.**

Les solutions suivantes existent et sont disponibles pour répondre aux besoins :

- l'utilisation du trop-plein du captage de Brassac,
- le réemploi des eaux en sortie de STEP de Brassac,
- Un forage et l'utilisation d'un captage non exploité pourraient être un complément le cas échéant.

Les études techniques permettront de le confirmer.

Besoins en énergie

La consommation en électricité du projet sera de 40 000 MWh.

Le site industriel sera également doté d'une unité de cogénération à base de biomasse et d'une unité de granulation.

Ces équipements permettront de valoriser l'ensemble des produits connexes de scierie en chaleur, en électricité renouvelable ainsi qu'en granulés de bois pour le chauffage domestique.

Les quantités produites seront ainsi de :

- 44 000 MWh d'électricité assurant une production électrique supérieure à la consommation annuelle du site
- 145 000 MWh de récupération de chaleur issue de la cogénération destinés à couvrir l'intégralité des besoins des process industriels
- 140 000 T de granulés de bois pour le chauffage domestique (ce qui équivaut à 650 000 MWh/an, soit le chauffage pour 28 000 foyers).

Le bilan annuel du site est équilibré entre la consommation et la production d'énergie renouvelable (électricité-chaleur) du projet.

En intégrant la production de granulés, le bilan énergétique est positif de 650 000 MWh/an.

Les émissions de gaz à effet de serre

- La diminution des besoins en transport, ainsi que la diminution des distances parcourues, permettront une économie de **8 784 t de CO₂ éq,**
- La production d'électricité à base de biomasse qui se substituera à l'électricité consommée sur le réseau permettra une économie de **15 826 t de CO₂ éq,**
- La production de granulés de bois qui se substituera aux énergies fossiles dans le chauffage domestique permettra une économie de **127 453 t de CO₂ éq,**
- La mise à disposition de bois de construction participera activement à la substitution du mode constructif en béton / acier. Ce point ayant le double avantage d'émettre moins de CO₂ et de séquestrer du carbone dans les bâtiments.
- La revalorisation des massifs forestiers occitans permettra de soutenir les activités amont de la filière bois, qui entretiennent le puit de carbone naturel.

La centrale thermique biomasse

Le combustible consommé par cette centrale thermique biomasse sera du bois de classe A exclusivement.

L'approvisionnement en combustible sera composé d'écorces et de chutes de produits issus des activités des sites SIAT de Brassac et de Labruguière.

La société exploite depuis 2012 sur son site alsacien, une chaudière à biomasse de 19.8MW, dont le principe est rigoureusement identique à celui envisagé à Brassac.

Les meilleures technologies disponibles ont été mises en œuvre pour la **filtration des fumées** (électrofiltre, multicyclone, ...).

Les mêmes technologies seront appliquées sur la chaudière tarnaise afin de filtrer les fumées avant rejet dans l'air, et ainsi garantir le même niveau de maîtrise des rejets atmosphériques.

Une surveillance en continu des rejets en CO, NOx et poussières, sera mise en place pour garantir la conformité de l'installation à toutes les exigences réglementaires.

La qualité des combustibles, **uniquement issus de la biomasse**, (aucun bois traité, pas de feuilles, d'aiguilles) sera étroitement contrôlée afin d'assurer une combustion optimale.

Les mesures Eviter Réduire Compenser:

Mesures d'évitement et de réduction

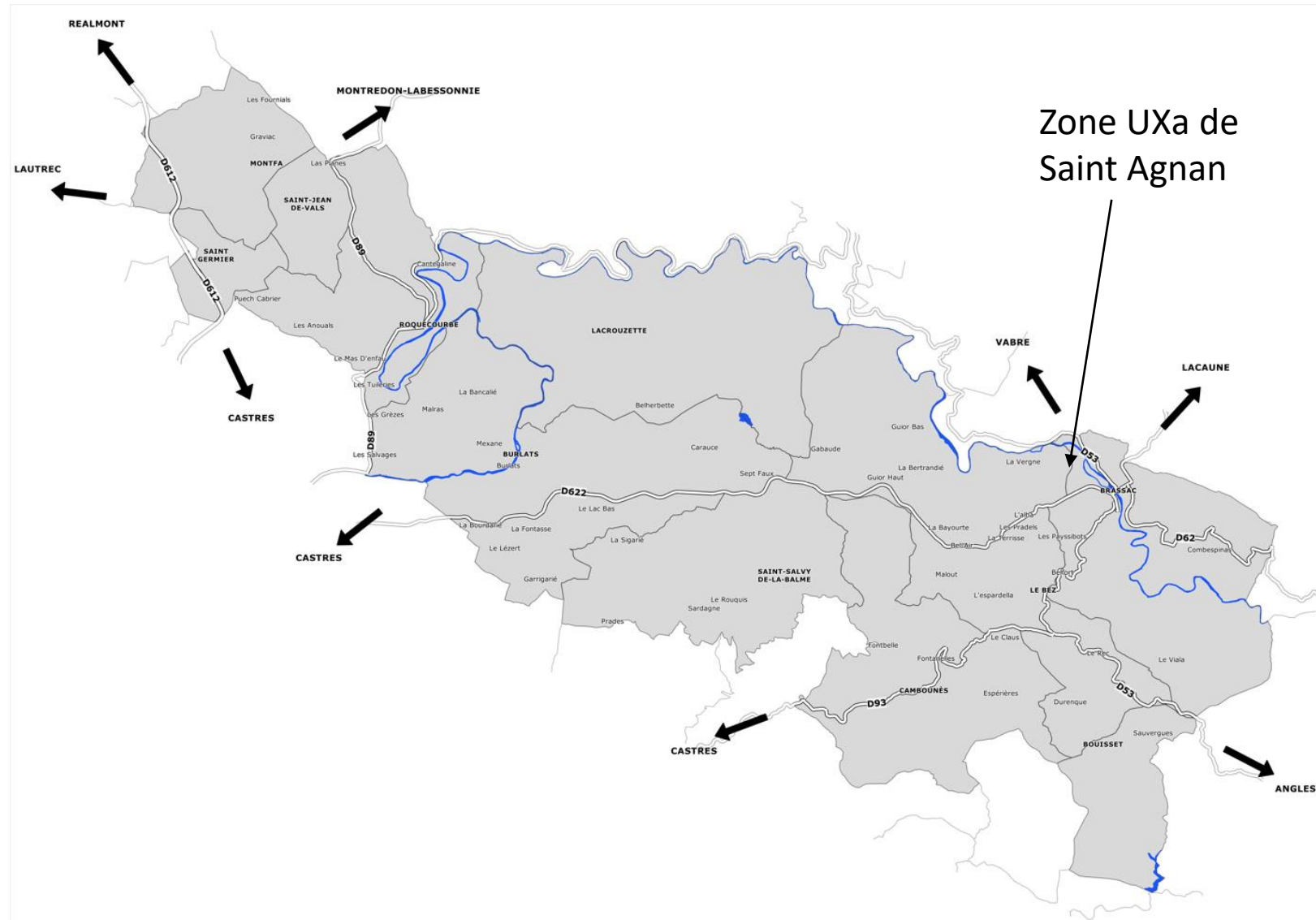
- Les parcelles situées sur la commune de Brassac ont été retirées du projet (A81, A25 à A32) afin de préserver les parcelles considérées comme continuités écologiques.
- A Le Bez, la parcelle C660 est également retirée du projet car c'est une zone cœur de biodiversité qui joue un rôle important dans les possibilités de déplacement de la faune à l'échelle du territoire.
- Les haies à enjeux « modéré à fort » et « fort » seront préservées. Les impacts y seront ainsi considérablement limités. Ces haies qui revêtent les enjeux les plus importants, se retrouvent de plus en bordure de la nouvelle zone de projet ; leur conservation en sera donc facilitée.
- La haie résineuse de la parcelle C596 (commune de Le Bez) sera également préservée. L'éventuel impact sur la ZNIEFF sera donc évité.
- Afin de préserver l'habitat autour de l'Agout, qui fait partie du site Natura 2000 (« Vallées du Tarn, de l'Aveyron, du Viaur, de l'Agout et du Gijou »), une bande tampon de 10 m est mise en place de l'axe du ruisseau. Cela permettra de limiter les répercussions du fonctionnement de la scierie sur ces écosystèmes qui abritent une grande biodiversité.

Un nouveau périmètre pour la zone du projet, a donc été défini. Il met aussi en lumière les bénéfices des mesures de réduction prises. Par conséquent, l'implantation envisagée du projet a été modifiée.

Mesures de compensation

Il faudra notamment prendre en compte le bruit et la poussière générés par de tel travaux, mais également anticiper le déroulement pour éviter les différents rejets potentiellement polluants dans les milieux naturels ou impactant la biodiversité. Il faudra aussi veiller à ne pas abimer les arbres des haies, notamment lors de passages éventuels d'engins de chantiers. De manière générale, il serait judicieux de commencer les travaux à la période de moindre impact pour la majorité des espèces, soit entre septembre et novembre, afin d'éviter les destructions et le dérangement lors de la reproduction (printemps) et l'hibernation (fin d'automne-hiver).

2. Présentation du secteur situé en discontinuité de l'urbanisation existante



- La zone d'activité de Saint Agnan (Le Bez) :

Passage de 25,2 ha à 31,2 ha

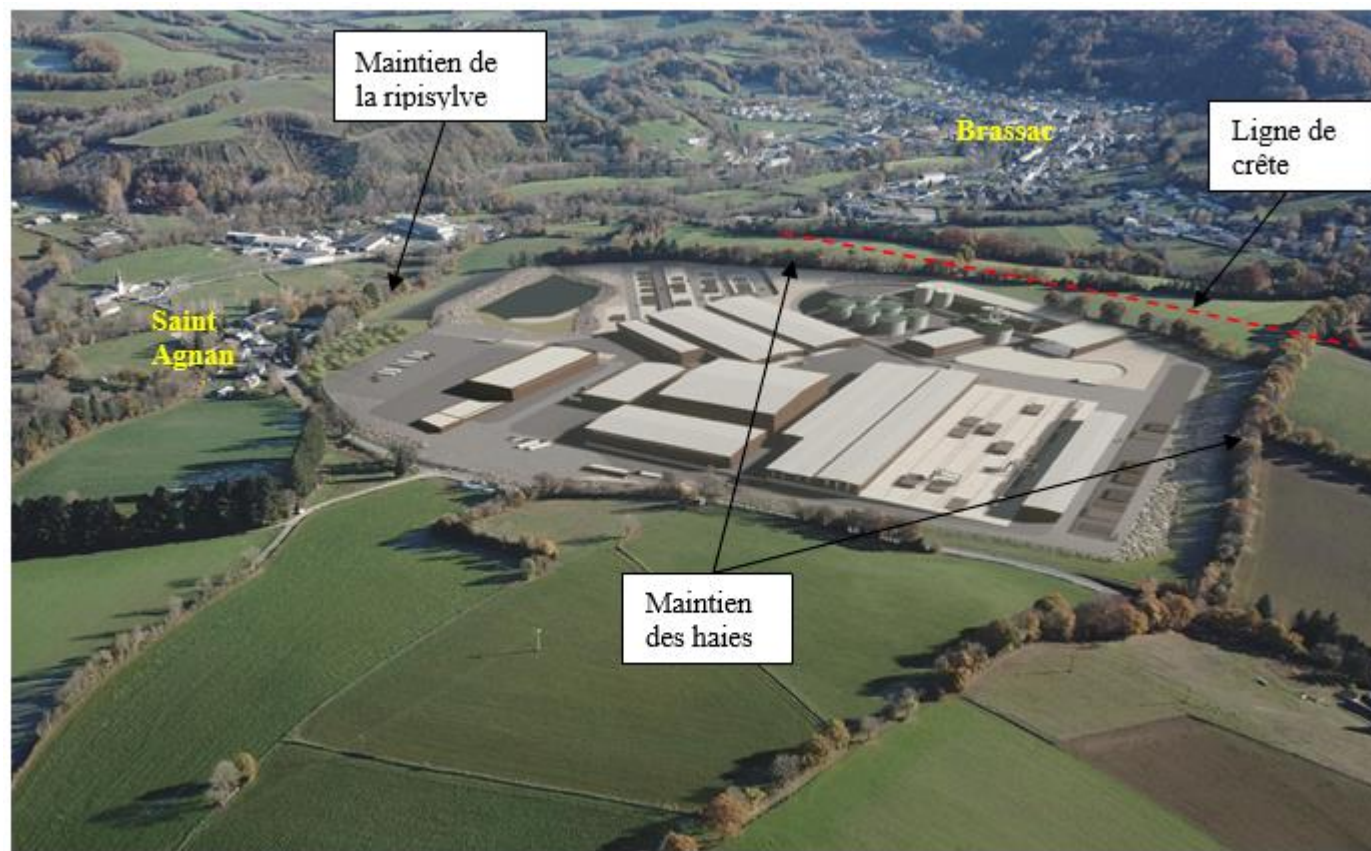


Zone d'extension

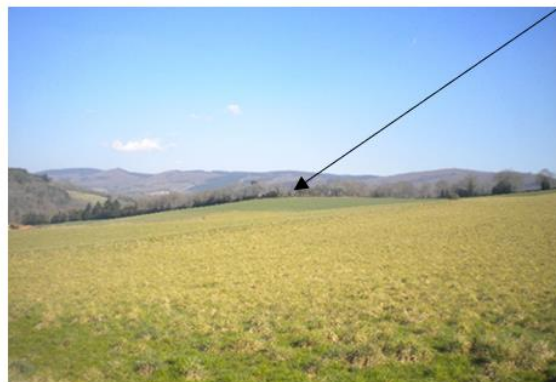
commune de Le Bez	avant DP	après DP	évolution
zone A	1106,00 ha	1100,00 ha	-6,00 ha
zone UX	23,82 ha	4,66 ha	-19,16 ha
zone UXa	0,00 ha	31,20 ha	31,20 ha
zone AUX	6,04 ha	0,00 ha	-6,04 ha
total	1135,86 ha	1135,86 ha	0,00 ha



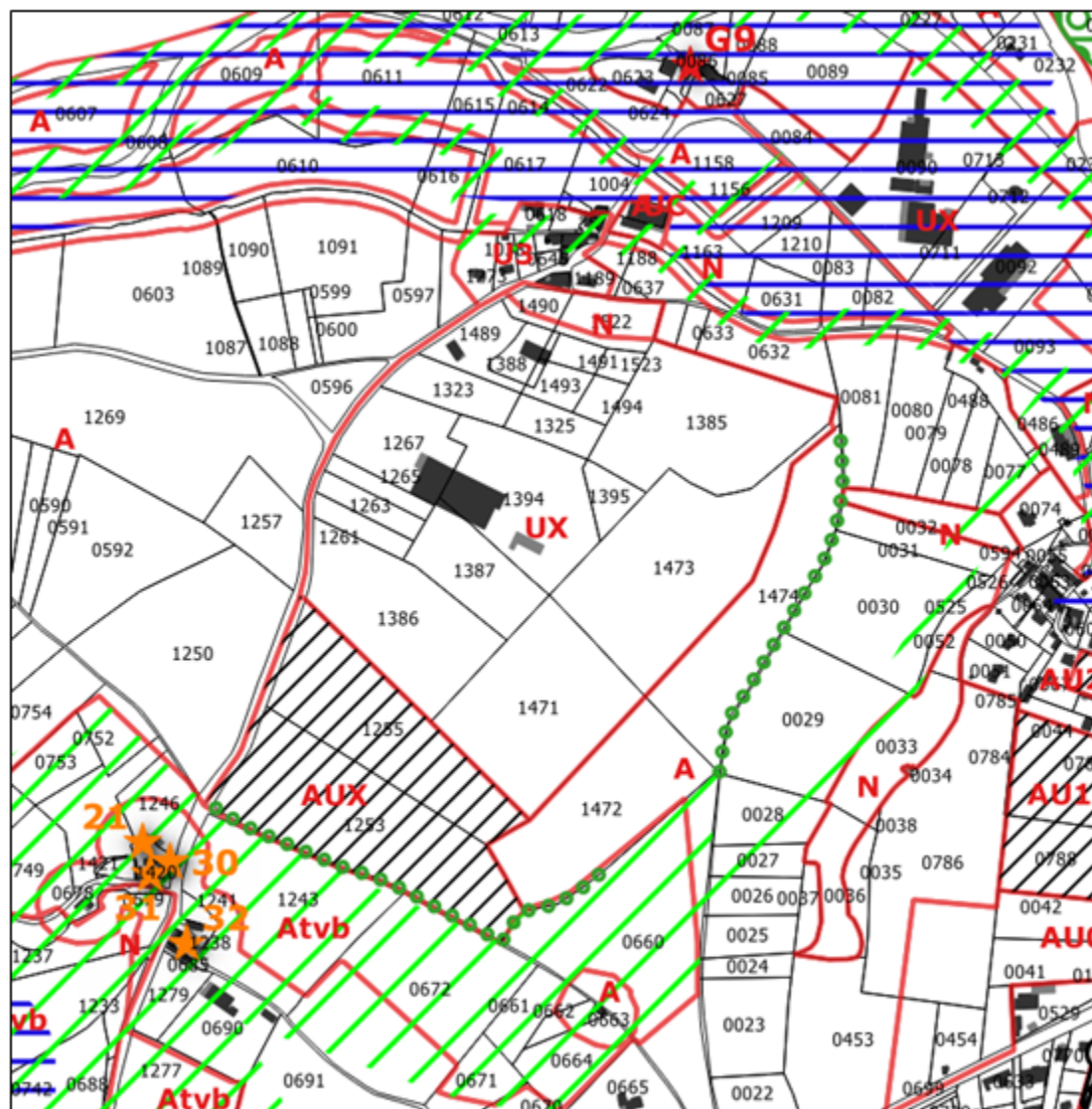
La surface des bâtiments représente 41060 m².



Lignes de Crête

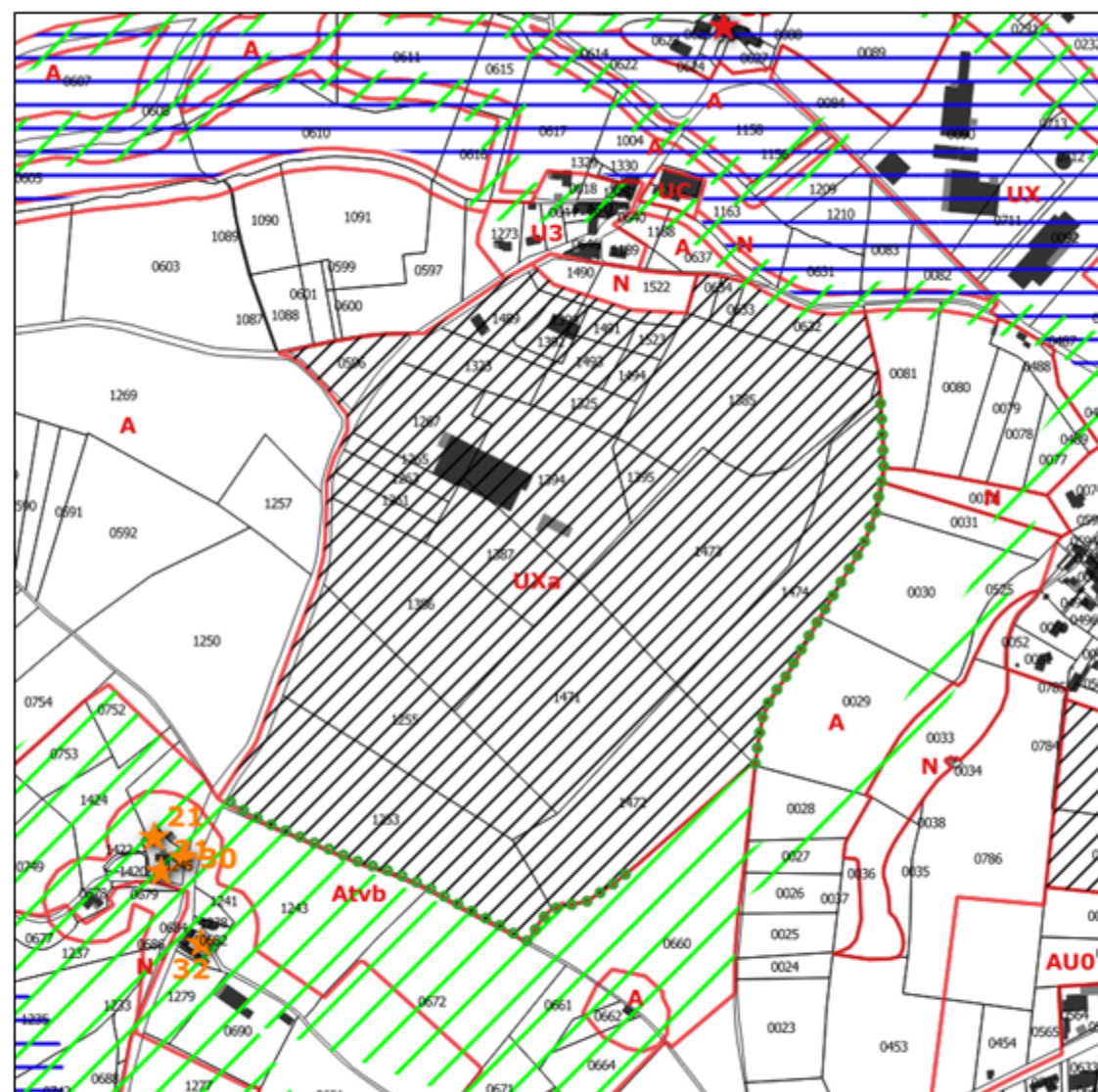







Extrait du document graphique avant modification :



Limite de zone  OAP  haie protégée 
 Continuité écologique  changements de destination 

Extrait du document graphique modifié :



Limite de zone  OAP  haie protégée 
 Continuité écologique  changements de destination 

Les articles sur la destination et sous-destination des constructions ne sont pas modifiés.

Les dispositions introduites dans le règlement écrit et qui s'appliquent sur ce secteur UXa sont les articles B1 : Volumétrie et implantation des constructions, B3 : Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions et B4 : Stationnement

B1 : Volumétrie et implantation des constructions

Implantation par rapport aux limites séparatives :

Dans le secteur UXa :

Les constructions doivent être implantées à 5 mètres minimum des limites séparatives.

=> *Cette disposition permet d'assurer la protection des haies en périphérie du site*

Hauteur :

Dans le secteur UXa :

La hauteur des constructions ne doit pas dépasser 55 mètres pour les bâtiments d'activité (figure 1) mesurée du sol après terrassement au sommet du toit et 7 mètres pour les logements de fonction (figure 2), mesurée du sol naturel avant travaux à l'égout du toit.

La hauteur n'est pas limitée pour les éléments de superstructure ponctuels nécessaires à l'activité (antennes, cheminées, éléments techniques de faible emprise...) à condition que ces éléments soient intégrés dans le paysage (plantations aux abords, gestion des revêtements et couleurs, ...).

Figure 1

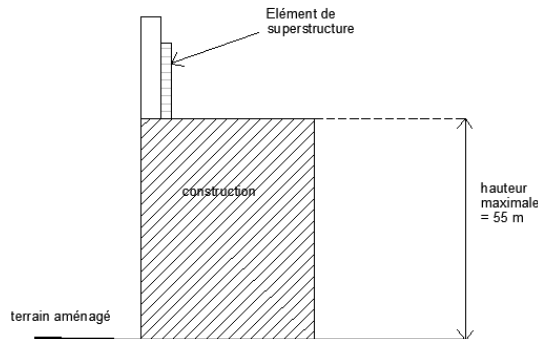
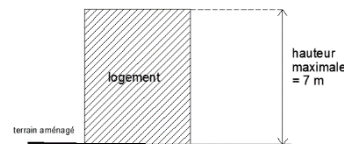


Figure 2



=> *Cette disposition permet des hauteurs importantes inhérentes au projet.*

B3 : Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions

Surfaces non imperméabilisées :

Dans le secteur UXa :

Les surfaces non imperméabilisées devront représenter au moins 5 % de la superficie de l'unité foncière.

=> *Cette disposition permet une imperméabilisation qui est nécessaire à la récupération des eaux de ruissellement pour les besoins du projet.*

Plantations, aire de jeux et de loisirs :

Les haies monospécifiques sont interdites. Les essences locales en mélange doivent être majoritaires.

Les talus existants et à créer en limite de voie doivent être végétalisés.

Dans le secteur UXa :

Les enrochements et les talus sont limités à 8 mètres de hauteur sauf dans le cadre d'une risberme plantée qui permettra de doubler la hauteur du talus.

=> *Cette disposition assure l'intégration paysagère du projet au regard des mouvements de sols nécessaires à l'opération.*

B4 : Stationnement

Dans le secteur UXa :

Le stationnement des véhicules doit être assuré en dehors des voies publiques et correspondre aux besoins des constructions et installations autorisées dans la zone sans être inférieur à :

- 1 place de stationnement par logement
- 1 places de stationnement par tranche de 100 m² de surface de plancher pour les autres bureaux
- 1 place de stationnement par tranche de 500 m² de surface de plancher pour les entrepôts et les activités industrielles.

Les constructions doivent disposer d'au minimum 1 place de stationnement vélo pour 100 m² de surface de plancher de bureaux et 1 place de stationnement vélo pour 2000 m² de surface de plancher pour les constructions à usage d'activité industrielle.

=> *Ces dispositions permettent d'inciter au déplacements doux (vélo) vue la proximité de Brassac avec la création d'environ 30 places de stationnement vélo au regard du projet et de 90 places de stationnement de véhicules légers. Le fonctionnement en continue de l'entreprise permet de rationaliser le nombre de place de stationnement.*

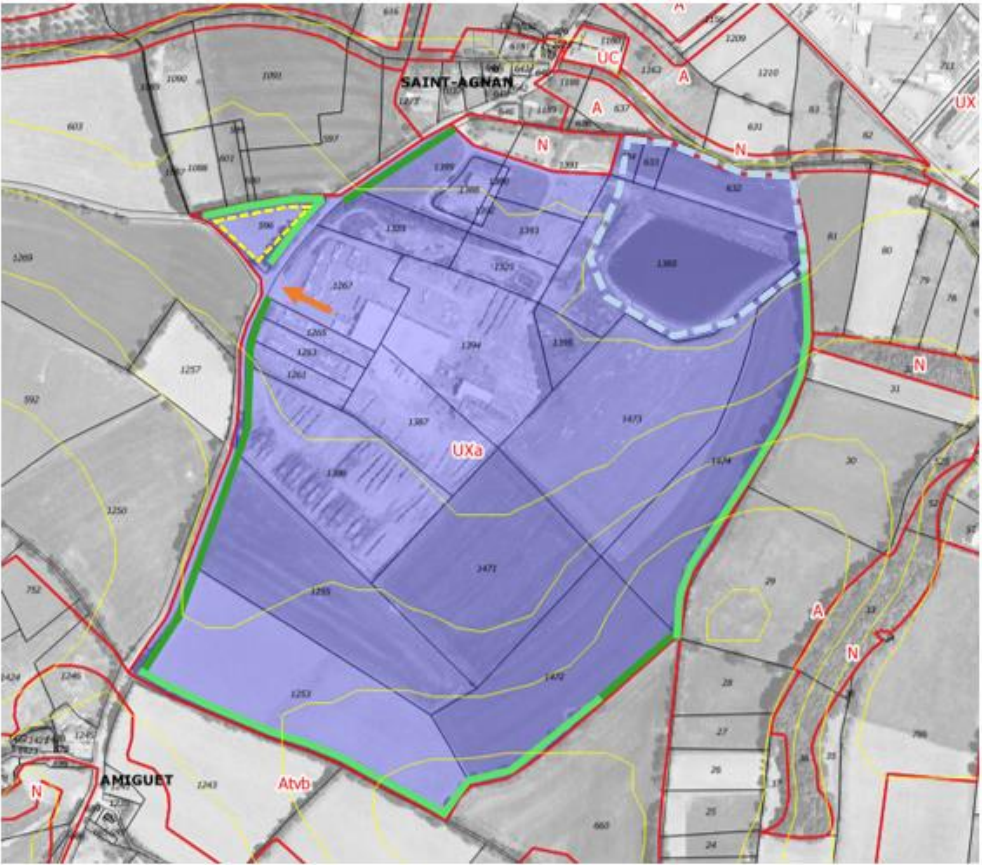
L'orientation d'aménagement et de programmation est ainsi établie :

LE BEZ : ZONE UXa SAINT AGNAN

Le développement de la zone UXa (parcelles 1489, 1388, 1390, 1491, 1493, 1523, 1494, 1385, 1323, 1325, 1487, 1267, 1394, 1395, 1488, 1474, 1265,1263,1261, 1387, 1386, 1471, 1472, 1255, 1253) : 31.2 ha

CARACTERISTIQUES DES OAP	ORIENTATIONS DETAILLEES
La qualité de l'insertion architecturale, urbaine et paysagère	<div>⇒ La zone UXa sera composée de bâtiments d'activité destinés à l'industrie du bois.</div> <div>⇒ La zone UXa fera l'objet d'un d'aménagement d'ensemble de la zone</div> <div>⇒ Les bâtiments les plus haut devront être positionnés dans la partie centrale de la zone afin de permettre une meilleure intégration du bâti.</div> <div>⇒ L'implantation en limite séparative n'est pas permise afin de préserver les haies qui ceinturent le site.</div> <div>⇒ Les haies champêtres existantes protégées doivent être conservées. En limite Est et en bordure de la voie intercommunale, des haies devront être plantées afin de mieux intégrer les constructions et de créer une transition avec l'espace agricole.</div>
La desserte des terrains par les voies et réseaux	<div>⇒ Les réseaux secs sont présents au niveau de la voie intercommunale.</div> <div>⇒ Le réseau d'eau potable dessert la zone.</div> <div>⇒ Le secteur est desservi par le réseau d'assainissement collectif. Les bureaux devront être raccordés.</div> <div>⇒ Les eaux pluviales seront tamponnées sur le terrain d'assiette du projet afin de limiter les débits évacués dans les fossés.</div> <div>⇒ L'accès principal sera positionné au niveau de l'accès actuel</div> <div>⇒ L'espace de stationnement des employés et visiteurs sera réalisé à l'Ouest de la voie intercommunale</div>

Principe d'aménagement de la zone

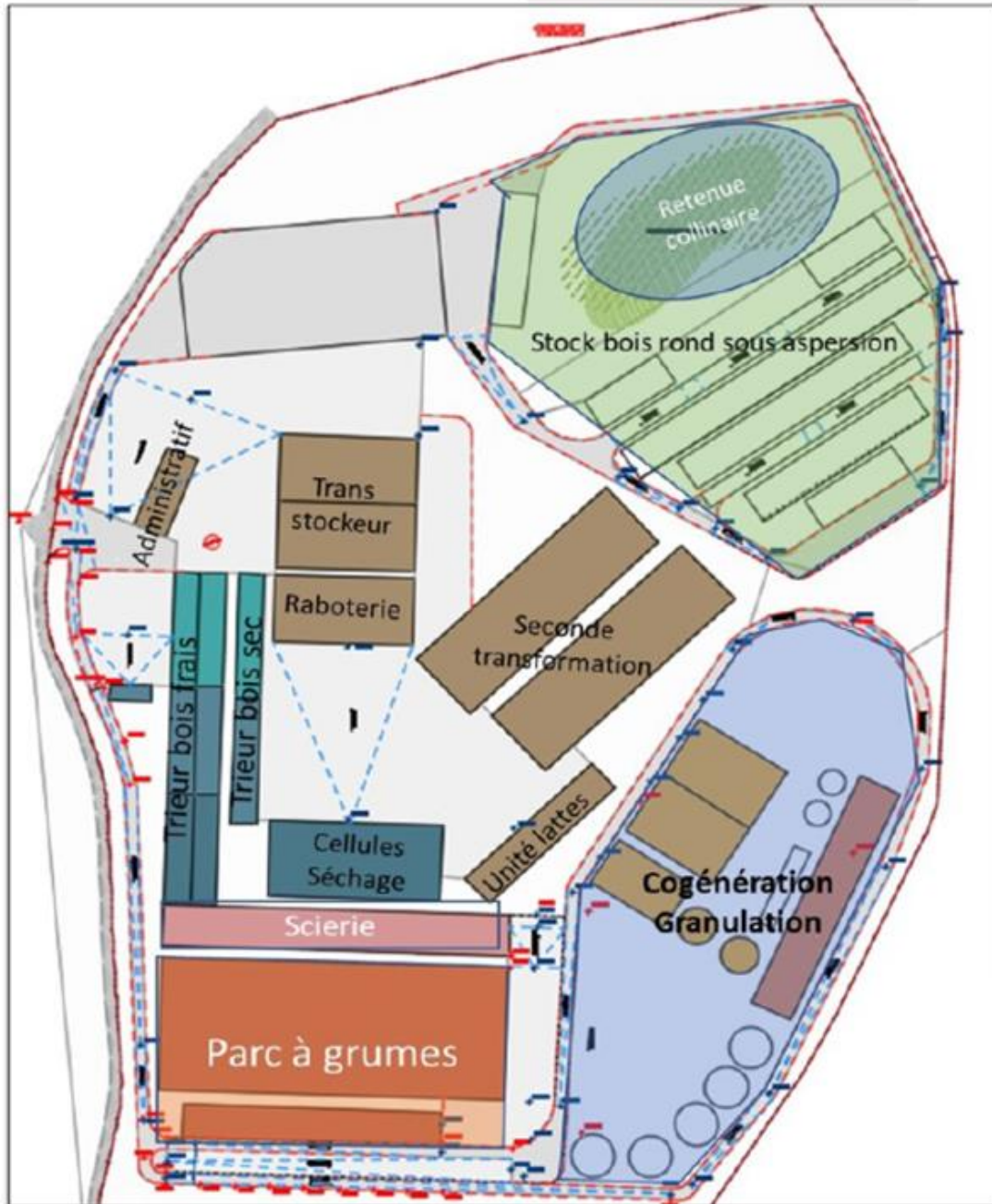


Orientations d'aménagement et de programmation :



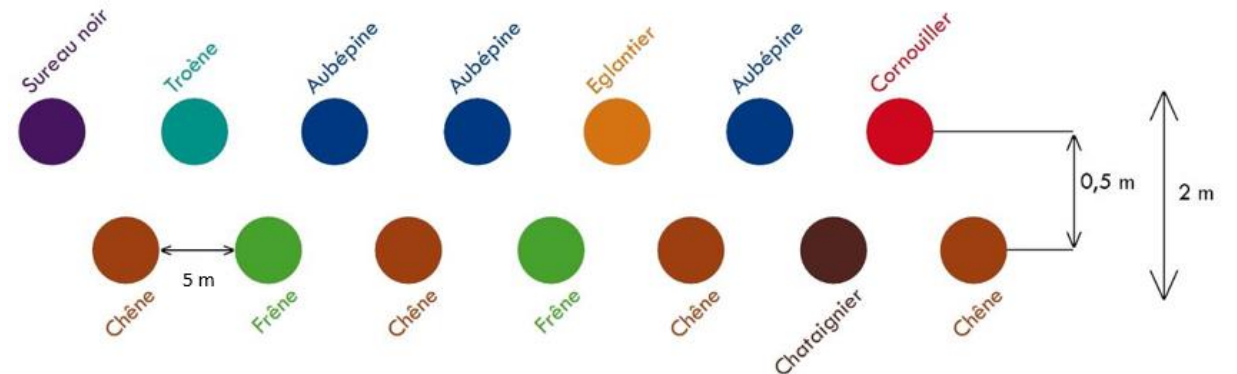
Le schéma ci-dessous précise les différentes composantes du projet.

Le positionnement des différentes unités reste indicatif.



Plantations des haies:

Les essences seront espacées de 50 cm entre les espèces arbustives et de 5 m entre les essences arborées. On conseille de planter sur deux rangs avec un premier plan constitué d'essences arbustives et un second plan d'essences arborées. Cela permet d'obtenir une haie dense, bien garnie qui offre une bonne diversité de faciès pour la faune



Charte du PNR Haut Languedoc

La charte architecturale est intégrée aux OAP et prévoit les dispositions suivantes :

MATÉRIAUX «BIOSOURCÉS»

Ce nouveau terme désigne tout un ensemble de matériaux dont l'origine est naturelle. Il peut être exigé dans la commande publique, mais aussi par les particuliers. Il regroupe de nombreux labels déjà existants.

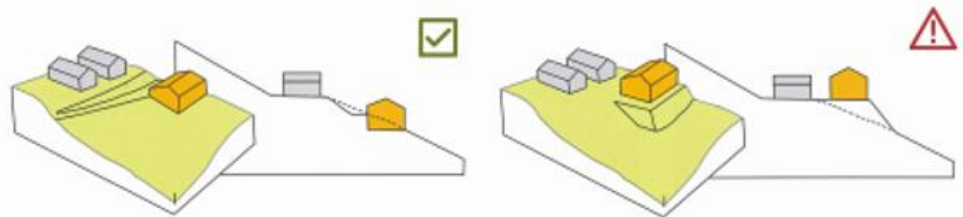


Scierie de Brassac

IMPLANTATION

En terrain pentu, éviter les situations en crêtes, les mouvements de sols, décaissements et remblais, créant des cicatrices, préférez l'implantation au plus près de bâtis déjà existants. Eviter le positionnement direct en bordure de départementale fréquentée, et en entrée de bourg ou de hameau.

Observer l'emplacement prévu depuis les points de vue les plus fréquentés, éviter de positionner le bâtiment de façon telle qu'il s'intercale entre un point de vue (route départementale par exemple) et un objet paysager fort (mont, village, lac...).



ACCOMPAGNEMENT VÉGÉTAL, ESPACES EXTÉRIEURS

S'aider de la structure bocagère pour intégrer le nouveau bâti. «Briser» l'effet bloc de la perception du volume par la plantation de quelques arbres. Raccrocher plusieurs bâtiments sur une seule silhouette grâce au végétal (haie). Si possible positionner le bâti en lisière forestière, l'intégration sera d'autant plus facile. Structurer les espaces extérieurs simplement en évitant les grandes surfaces revêtues très visibles de loin.



VOLUME ET TOITURE

Préférez des hauteurs les plus limitées possibles et un fractionnement de plusieurs volumes faisant l'effet d'un regroupement de bâtis plutôt qu'un seul bloc de très grande dimension. Impérativement, adopter des toitures à pente dans la continuité des bâtis déjà existants.

Par ailleurs, en cas notamment d'intégration de nouveau bâti isolé, l'équilibre volume/longueur du bâtiment/pente de la toiture joue un rôle majeur dans la perception de l'effet bloc ou barre.



3. Impact sur les dispositions de la Loi Montagne (discontinuité)

PRÉSERVATION DES TERRES AGRICOLES ET PASTORALES

PRÉSERVATION DES PAYSAGES

PROTECTION CONTRE LES RISQUES NATURELS

PRÉSERVATION DES ZONES FORESTIÈRES

PRÉSERVATION DES MILIEUX CARACTÉRISTIQUES DU PATRIMOINE NATUREL

PRÉSERVATION DES TERRES AGRICOLES ET PASTORALES

L'extension de l'urbanisation sur la zone A correspond à 6 ha de surfaces en culture primée à la PAC en 2020. L'emprise sur l'exploitation concernée représente 3,5% de la SAU de cette exploitation qui a récupérée 8 ha par ailleurs.

Cette emprise ne vient pas compromettre la pérennité de l'exploitation ou le fonctionnement de celle-ci du fait de l'éloignement des parcelles du siège (3,5 km)

=> Impact résiduel: Faible du fait de l'emprise limitée

PRÉSERVATION DES PAYSAGES

Les enjeux paysagers sont pris en compte dans les limites du projet et les OAP qui assurent une bonne intégration du projet.

Le projet est situé dans une combe et les vues sur les espaces urbanisés sont limitées par la topographie et la végétation périphérique.

Les OAP contribuent à limiter les impacts paysagers

=> Impact résiduel: Faible du fait de la localisation du projet

PROTECTION CONTRE LES RISQUES NATURELS

Le site est situé en dehors des zones de risques naturels. Seul l'aléa retrait et gonflement des argiles est présent.

Le risque feux de forêt est présent sur le territoire mais le site n'est pas en contact avec les massifs boisés. Le risque d'incendie de l'usine est intégré au dossier ICPE par des mesures préventives et des dispositifs de lutte contre les incendies.

=> Impact résiduel: Faible du fait de la localisation du projet

PRÉSERVATION DES ZONES FORESTIÈRES

Le projet n'empiète pas sur des espaces boisés. Le projet permettra d'optimiser l'exploitation des massifs forestiers dans le respect des dispositions de la charte du PNR HL.

=> Impact résiduel: Faible du fait de l'absence d'emprise sur les zones forestières

PRÉSERVATION DES MILIEUX CARACTÉRISTIQUES DU PATRIMOINE NATUREL

Le projet est situé en bordure de la zone Natura 2000 (Vallée de l'Agout). Les abords du ruisseau qui forme la limite de cette zone sont classés en zone N afin de conserver le chemin de randonnée et d'assurer la protection de la continuité écologique.

Les haies qui entourent le site seront renforcées par des plantations complémentaires afin de conforter les continuités écologiques identifiées.

Le projet intègre la gestion des eaux pluviales et des eaux usées et valorise l'ensemble des résidus : zéro déchet

=> Impact résiduel: Faible du fait de la conception et de la localisation du projet

Consultation de la CDPENAF au titre du code rural (Article L112-1-1):

Consultation sur toute question relative à la réduction des surfaces naturelles, forestières et à vocation ou à usage agricole et sur les moyens de contribuer à la limitation de la consommation des espaces naturels, forestiers et à vocation ou à usage agricole

L'emprise du projet initial était de 45 ha (zone d'étude). Au regard de l'évaluation environnementale, le projet s'est recentré sur 30 ha ce qui a permis d'économiser 15 ha de surfaces agricoles.

Le projet n'est pas fractionnable et correspond au besoin de production.

L'impact sur l'activité agricole au niveau communal ou intercommunal est très limité. Au niveau de l'exploitation agricole concernée, l'agriculteur avait pris ses dispositions et a pu récupérer 8 ha pour les besoins de son exploitation.

=> Impact résiduel: Faible du fait de l'emprise limitée et de l'économie de 15 ha